

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

NOMBRE*De conseillers**En exercice :15**De présents :13**De votants :15***COMMUNE DE DOMME****PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil quinze, le 26 janvier à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs - GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – MAZELAYGUE - TROUBADY – ARMAGNAC - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – OZANNE – PASQUET -.

Etaient absents : Madame DUFOUR (procuration à Mme LAGRANGE)- Monsieur JOURDAN (procuration à M. OZANNE).

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. CAMINADE.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le : 19/01/2015.

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 03/03/2015.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 02/03/2015.

Adoption de la Charte des Commerces révisée

Par délibération du 10 mai 2010, le Conseil Municipal a adopté une charte dite « Charte des Commerces de Domme ». Ce document prescrit des recommandations à l'usage des commerces de Domme, de manière à intégrer et harmoniser au mieux dans un village doté d'une ZPPAUP et classé parmi les « Plus Beaux Villages de France », les activités commerciales et les équipements destinés à cet effet, et à rendre l'impact visuel de ces derniers le plus esthétique possible. La justification de cette Charte se trouve dans l'occupation du domaine public par les commerces, pour les besoins de leur activité. Il est apparu nécessaire d'apporter des modifications à cette Charte de manière l'adapter aux besoins et réalités de la commune et de la bastide en particulier. Ce travail a été confié à M. l'Architecte des Bâtiments de France, qui a bénéficié du concours de Mme Lagrange et de M. Pasquet, Maires-Adjointes. Le contenu de cette charte a été validé par les élus des commissions Commerces et Urbanisme, le 14 janvier 2015. Le Maire donne connaissance de cette nouvelle Charte au Conseil Municipal qui, après en avoir délibéré, décide de l'adopter à l'unanimité.

NATURA 2000

Le site « Coteaux calcaires de la vallée de la Dordogne » a été désigné le 29 décembre 2004 pour intégrer le réseau européen de sites Natura 2000, constitué en application de la directive « Habitats ». Dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs, le périmètre du site initialement défini a été redessiné pour tenir compte des enjeux du site.

Toute modification de périmètre étant soumise à la consultation des organes délibérants des communes et EPCI concernés, M. le Préfet de la Dordogne a soumis le projet de modification du périmètre du site « Coteaux calcaires de la vallée de la Dordogne », tel qu'il résulte des travaux du comité de pilotage et du document d'objectifs validé le 24 janvier 2007. Sur la base des cartes fournies par la DREAL Aquitaine (1/25000^{ème}), agrandies par la mairie pour les rendre plus lisibles et plus précises, le Maire soumet au Conseil Municipal les amendements suivants :

Zone A : la nouvelle zone « Natura 2000 » s'arrête au pied du castrum du Château du Roy sur la face nord.

Zone B : dans la continuité de la zone A ci-dessus, la limite de la zone « Natura 2000 » s'arrête aux pieds de la falaise qui part du Château du Roy pour aller jusqu'à la Tour du Gal, en passant sous le Belvédère.

Zone C : suppression de l'inclusion dans la nouvelle zone « Natura 2000 » de l'habitation « Pasquet-Pin Parasol » et des abords directs de cette zone d'habitation.

Zone D : Exclusion de la zone aux abords et proximité de la maison « Caminade ».

Zone E : on ne voit aucune utilité de cette tétine hors zone « Natura 2000 », donc on propose de l'y inclure.

Zone F : délimitation au sud de la nouvelle zone « Natura 2000 » par la voie communale qui va du « Pradal » aux « Quatre Vents », la RD 46^E3 qui va des « Quatre Vents » vers « La Rivière » délimite ensuite la nouvelle zone.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve les propositions du Maire et lui donne mandat pour les transmettre à M. le Préfet de la Dordogne.

M. Hervé Caminade n'a participé ni au débat ni au vote.

**Renonciation au droit de
Priorité sur la cession des
Biens immobiliers de la
Banque de France à
Giverzac**

Par courrier du 02 janvier 2015, la Direction de l'Immobilier de la Banque de France a confirmé à la commune de Domme son intention de céder des biens immobiliers formant le Domaine de Giverzac et sis sur la commune de Domme, antérieurement exploité à usage de centre de vacances par son comité d'entreprise.

Ce vaste domaine d'environ 132 hectares est constitué :

- Principalement, au sud-ouest des routes communales desservant les lieux-dits Giverzac et le Tuquet, d'un ensemble continu de parcelles portant la totalité du bâti, dont environ 17 hectares en nature de sol et parc d'agrément et le surplus en bois/taillis ;
- Secondairement, au nord-est des voies précitées, un ensemble quasiment continu de parcelles non bâties en nature de bois-taillis ;
- Accessoirement, de 5 petites parcelles détachées du domaine proprement dit et répondant pour certaines à des usages très spécifiques :

▫ Parcelle A-6 à « La Rivière », d'une superficie de 8.185 m², au bord de la Dordogne, mitoyenne de la station de pompage du SIAEP de Vitrac-La Canéda ;

▫ Parcelles A-386 et A-387 à « St Front », d'une superficie unitaire de 45 m², correspondant à un palier d'accès à deux grottes préhistoriques référencées par le Centre des Musées Nationaux et la Société des Amis du Musée National de la Préhistoire et de la Recherche Archéologique ;

▫ Parcelles A-486 et A-489 à « Combe de Giverzac »,
enclavées dans la propriété Malbet.

La Banque de France souhaiterait mettre en œuvre la stratégie de
cession suivante :

- Cession de la parcelle A-6 au SIAEP de Vitrac-La Canéda au prix de
8.200 € (évaluation de l'administration domaniale effectuée en
décembre 2012) ;
- Cession des parcelles A-386 et A-387 à la société muséale précitée ;
- Cession séparée des parcelles enclavées A-486 et A-489 à la famille
Malbet ;

Recherche d'un acquéreur unique pour la totalité des autres parcelles
formant le domaine de Giverzac. Dans l'hypothèse où la
commercialisation « en bloc » s'avérerait infructueuse, il pourrait être
envisagé la vente à un acquéreur unique pour le lot susvisé
« principalement » et la vente par éléments des parcelles non bâties et
de bois-taillis formant le lot susvisé « secondairement ».

Cependant, avant de pouvoir engager toute cession au secteur privé
d'un bien immobilier, la Banque de France doit le proposer au
préalable à la commune sur la base des valeurs exprimées par France
Domaine, la commune devant se prononcer dans un délai de 2 mois
sur les cas de figure ci-après énoncés :

- Ensemble des biens de la propriété de la banque de France à Domme
à l'exclusion de la seule parcelle A-6 au prix de 1.869.800 € net vendeur
(1.791.800 € + 78.000 €, soit le montant de l'estimation domaniale pour
l'ensemble de la propriété diminué de 8.200 € pour la parcelle A-6 à
laquelle la commune a renoncé par courrier du 7 février 2013) ;
- Parcelles A-386 et A-387 à « St Front » au prix symbolique de 2,25 €
chacune ou de 4,50 € pour leur réunion ;
- Parcelles A-486 et A-489 à « Combe de Giverzac » au prix respectifs
de 96 € et 126 € ou de 222 € ensemble.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de
ne pas exercer son droit de priorité sur la cession de tous les biens
immobiliers de l'ancien centre de vacances de la Banque de France.

**Choix d'un coordonateur
SPS pour les travaux
D'aménagement des
Espaces publics de la
Grand'Rue et de la rue
Du Lavoir**

Le Maire rappelle l'opération d'aménagement des espaces publics de
la Grand'Rue et de la rue du Lavoir et que par délibération du 15
décembre 2014, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une
consultation en vue de désigner un coordonateur SPS. Il présente les
propositions qui lui ont été communiquées dans le cadre de cette
consultation. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à
l'unanimité décide de confier une mission de coordination SPS à la
SARL DOMIELEC, pour un montant HT de 1.637,19 € et autorise le
Maire ou son représentant, à signer le contrat correspondant.

**Opération « Aménagement
Cœur de Bourg »**

Le Maire propose au Conseil Municipal de poursuivre l'aménagement
des espaces publics dans le bourg, en réalisant une opération intitulée
« Aménagement Cœur de Bourg ». Ce projet consiste à prolonger
l'aménagement des espaces publics, déjà réalisés « rue Porte de la
Combe », par ceux de la « rue du Lavoir » et de la « Grand'Rue », cette
dernière étant l'artère piétonne et commerçante de la Bastide.

Cet aménagement permet ainsi d'avoir un axe « Sud – Nord » entièrement revalorisé, tenant compte des normes actuelles en matière de réseaux, de circulation et d'accessibilité. Cette opération « Aménagement Cœur de Bourg » comporte également un volet permettant d'améliorer l'accueil touristique ainsi que la vie commerciale tout au long de l'année, en prévoyant :

- l'aménagement de toilettes publiques sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle.

Plus précisément, les aménagements à réaliser seraient les suivants :

- Rue du Lavoir : transformation et aménagement de la rue en une section piétonne et paysagère en l'harmonisant avec les aménagements déjà réalisés au dessus du Lavoir (Espace végétalisé + Jardin du Souvenir pour les Combattants d'Afrique du Nord).
- Grand'Rue : réaménagement de la chaussée et des trottoirs en vue de favoriser le cheminement piétonnier et ainsi de rendre cette artère plus agréable et plus conforme à sa vocation commerciale.
- Aménagement de toilettes publiques place de la Rode, dans un bâtiment communal situé à proximité du 1^{er} parking intra-muros et de la salle des fêtes.
- Aménagement de toilettes publiques Place de la Halle et du local DAB, sous l'actuel jardinet situé en prolongement de l'Hôtel du Gouverneur ; ces toilettes seraient ainsi situées à proximité du deuxième parking intra-muros, de la place du marché, du belvédère et de l'église.

Ces projets sont prévus pour être réalisés en tenant compte des normes d'accessibilité suite à l'étude PAVE.

Des estimations ont été réalisées par Mme Hélène Lefrancq, architecte, et le Maire présente celles-ci :

- Aménagement des espaces publics Grand'Rue et rue du Lavoir : 455.345,50 € HT ;
- Toilettes publiques et local DAB place de la Halle : 110.000 € HT ;
- Toilettes publiques place de la Rode : 48.931,42 € HT.
- Coût total HT : 614.276,92 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve l'opération « Aménagement Cœur de Bourg » telle que décrite ci-dessus, pour un montant global de 614.276,92 € HT ;
- Approuve le plan de financement qui lui est présenté ;
- Autorise le Maire à solliciter des subventions du Département, de la Région, de l'Union Européenne, de l'Etat et notamment la DETR au titre de l'année 2015 ;
- Autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à cette opération.

**Porte des Tours : mission
Pour un projet de valorisation
Des travaux d'urgence**

Le Maire rappelle le projet de mise hors d'eau et des travaux d'urgence sur la Porte des Tours et indique que des aides ont été sollicitées pour financer ce projet et notamment celle du Conseil Régional d'Aquitaine.

Il rappelle également que la maîtrise d'œuvre de l'opération précitée a été confiée à M. Denis Dodeman, Architecte en Chef des Monuments Historiques. Pour compléter le dossier, le Conseil Régional d'Aquitaine demande que la commune de Domme lui fournisse un projet de mise en valeur des travaux, objet de la demande de subvention. Le Maire indique qu'il a sollicité M. Denis Dodeman pour élaborer ce projet et présente sa proposition relative à cette mission. Le montant de cette mission s'élève à 5.000 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte de confier à M. Denis Dodeman, l'élaboration d'un projet de mise en valeur des travaux de l'opération de mise hors d'eau et des travaux d'urgence sur la Porte des Tours, accepte sa proposition pour cette mission s'élevant à 5.000 € HT, et autorise le Maire à signer toutes les pièces et contrats relatifs à cette mission.

Achat de parcelles sises « Sous le Mur »

Par délibération du 17 juin 2013, le Conseil Municipal avait accepté d'acquérir des parcelles sises « Sous le Mur », cadastrées en section D sous les numéros 132, 133, 136, 138 et 139, pour un prix de 2 €/m². Ces parcelles composent la succession laissée vacante de M. Jacques Andrieu, succession dont sont chargés les Domaines par décision du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 11 avril 2012. Me Sandra Oudot, notaire à Sarlat, est chargée d'officialiser la transaction. Un des descendants de M. Andrieu s'est manifesté auprès du notaire pour demander que le prix de vente de la parcelle D-132, composée d'un cabanon, soit réévalué et fixé à 2.500 €. Le Maire a saisi le service des évaluations foncières de la Direction des Services Fiscaux de la Dordogne qui, le 29 décembre 2014, a évalué cette parcelle à un prix de 500 €. Le Maire propose au Conseil Municipal que la commune de Domme :

- achète la parcelle D-132 pour un prix de 500 € ;
- achète les parcelles D-133, D-136, D-138 et D-139 au prix de 2 €/m² ;
- prenne à sa charge les frais de notaires.

Le Maire précise que les héritiers de M. Andrieux ont accepté ces prix comme base de la transaction.

Il propose également au Conseil Municipal de l'autoriser à signer les actes notariés ou à autoriser Mme Jocelyne Lagrange, Maire-Adjoint, à les signer dans le cas où il ne pourrait se rendre disponible.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte les propositions du Maire énoncées ci-dessus.

Achat d'une partie de la Parcelle D-2907

Le Maire indique qu'il serait nécessaire de procéder au remplacement de l'abribus scolaire situé au Pied d'Oie car celui-ci est devenu trop petit. A l'occasion de la visite sur place d'un technicien de l'Unité d'Aménagement du Conseil Général, plusieurs possibilités d'emplacement pour un nouvel abribus ont été examinées et, compte-tenu de l'itinéraire emprunté par le bus scolaire, il s'avère qu'une partie de la parcelle D-2907, sise au Pradal et appartenant à M. Bernard Degraeve, conviendrait. M. Roger Armagnac, Conseiller Délégué, a rencontré M. Degraeve qui a proposé de faire don à la commune de Domme d'une partie de la parcelle D-2907, aux conditions suivantes :

- Prise en charge par la commune des frais de notaire ;
- Prise en charge par la commune du bornage des limites de propriété ainsi que la recherche des bornes existantes à l'autre extrémité du terrain ;

- Coupe et dessouchage de deux arbustes situés devant l'accès du terrain ;
- Création d'un droit de passage sur le chemin actuel et la parcelle ainsi acquise par la Mairie, afin de laisser à M. Degraeve un accès au restant de la parcelle demeurant sa propriété et située en surplomb de sa maison.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte la proposition faite par M. Bernard Degraeve, telle qu'énoncée ci-dessus et autorise le Maire à signer tous les documents relatifs à cette transaction, y compris les actes notariés.

Classement de parcelles Dans la voirie communale

Considérant que les parcelles D-3053 et D-2436 sont utilisées par les véhicules pour y circuler et qu'elles sont goudronnées ;
 Considérant que ces parcelles ont les caractéristiques de la voirie communale et ont vocation à être classées ;
 Considérant que ces 2 parcelles sont contigües et ont vocation à constituer un seul et même chemin ;
 Vu l'avis émis par M. Alain Béron, commissaire enquêteur, dans son rapport établi à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du 07 avril au 07 mai 2014 ;
 Le Maire propose de classer comme suit les 2 parcelles précitées de manière à ce qu'elles constituent une seule et même voie communale.

N° d'ordre : 318.

Appellation : Voie Communale du Péparai au Paillé.

Origine : Chemin Rural de Domme au Paillé.

Fin : Voie Communale n° 2.

Longueur : 330 mètres.

Largeur : 4 mètres.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- accepte d'intégrer dans la voirie communale les parcelles D-3053 et D-2436 ;
- adopte le numéro d'ordre, la dénomination et toutes les caractéristiques de cette nouvelle voie telles qu'exposées par le Maire ;
- indique que la longueur de la voirie communale de Domme est désormais portée à 36,628 km.

Voirie communautaire goudronnée

Le Maire rappelle que la Communauté de Communes de Domme-Villefranche exerce la compétence « Voirie » depuis le 1^{er} janvier 2014. Il appartient désormais à cet EPCI d'assurer l'entretien et la réfection de la voirie communale et rurale goudronnée et située hors des bourgs des communes qui le composent, à hauteur de 1.000 € par km. Domme possède 36,298 km de voirie communale goudronnée. Cette longueur de voirie communale a été mesurée en 2006 par la DDT dans le cadre des missions prévues par la convention ATESAT, et actée par délibération du 19 juin 2006. Or, pour la réalisation des travaux de voirie de Domme, la Communauté de Communes de Domme-Villefranche ne tient actuellement compte que de la voirie communale goudronnée. Le Maire indique que la commune de Domme possède un important réseau de voirie rurale goudronnée et précise qu'il a demandé à la Communauté de Communes de Domme-Villefranche de prendre également en compte la voirie rurale goudronnée, comme elle le fait pour toutes les autres communes.

Le Maire indique qu'il a fait procéder par M. Alain Germain, Maire-Adjoint, et par M. Alain Calmeilles, Vice-Président de la Communauté de Communes de Domme-Villefranche, chargé de la Voirie, à une mesure du réseau de voirie de la commune de Domme, et notamment de la voirie rurale goudronnée. Cette opération de mesure du réseau de voirie goudronnée de la commune s'est déroulée le 10 novembre 2014. Le relevé ainsi établi, et annexé à la présente délibération, fait mention des mesures suivantes :

- Voirie Communale et Rurale Goudronnée : 47,880 km ;
- Voirie Communale et Rurale Non Goudronnée : 12,350 km ;
- Voirie Départementale : 13,900 km.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité entérine le relevé établi par Mrs Germain et Calmeilles relatif à la voirie de Domme et demande que la Communauté de Communes de Domme-Villefranche prenne désormais en compte la voirie communale et rurale goudronnée de la commune de Domme, d'une longueur totale de 47,880 km.

Adhésion à un groupement D'achat d'énergie

Considérant que la commune de Domme a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ;
Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et incidemment d'obtenir des meilleurs prix ;
Considérant que les Syndicats Départementaux d'Energies (SDE 24, SYDEC, SDEEG, SDEE47, SDEPA) s'unissent pour constituer un groupement de commande avec des personnes morales de droit public et de droit privé, pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique ;
Considérant que le groupement est constitué pour une durée illimitée ;
Considérant que pour satisfaire ces besoins sur les bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres ;
Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) sera le coordonateur du groupement ;
Considérant que ce groupement présente un intérêt pour la commune de Domme au regard de ses besoins propres ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- l'adhésion de la commune de Domme au groupement de commande pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » pour une durée illimitée ;
- d'autoriser le Maire à signer l'acte constitutif du groupement et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;
- d'autoriser le Maire à faire acte de candidature aux marchés d'énergies (électricité, gaz naturel, fioul, propane, bois, ...) proposés par le groupement suivant les besoins de la collectivité ;
- d'autoriser les Syndicats Départementaux d'Energies cités précédemment à solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives à différents points de livraison ;
- d'approuver la participation financière au frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 7 de l'acte constitutif et d'imputer ces dépenses sur l'exercice budgétaire correspondant ;

	<ul style="list-style-type: none"> - de s'engager à exécuter avec la ou les entreprises retenues, les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune de Domme est partie prenante ; - de s'engager à régler les sommes dues a titres des marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune de Domme est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.
Achat de tapis de gymnastique	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de CASAL SPORT, d'un montant HT de 783,75 €, pour l'acquisition de tapis de gymnastique pour l'école de Domme, et autorise le Maire à le signer.
Achat de tables pour la Salle de la Rode	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le devis de COMAT & VALCO, d'un montant HT de 539,00 €, pour l'acquisition de tables pour la salle de la Rode, et autorise le Maire à le signer.
Admission de titres de Recettes en non valeur	Sur proposition du Comptable du Trésor, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'admettre en non valeur des titres émis pour un montant de 78,75 €, et autorise le Maire à procéder à leur annulation.
Proposition de contrat de Location d'un véhicule	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité rejette la proposition de contrat de location à titre gracieux, de mise à disposition à la commune de Domme d'un véhicule utilitaire pour le service technique communal ainsi que son financement par de la publicité à apposer sur la carrosserie.
Convention d'adhésion au Pôle santé et sécurité au travail	Le Maire indique que la convention d'adhésion au Pôle santé et sécurité au travail qui liait le Centre de Gestion de la Dordogne à la commune de Domme est arrivé à expiration le 31 décembre 2014 et propose au Conseil Municipal de la renouveler à compter du 1 ^{er} janvier 2015. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de renouveler cette convention, adopte la charte d'organisation et de fonctionnement du service de médecine préventive et autorise le Maire à signer ces documents.
Financement d'un voyage scolaire	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'attribuer une somme de 105 € au collège La Boétie de Sarlat – La Canéda, pour le financement d'un voyage scolaire aux Sables d'Olonnes, auquel 3 élèves de Domme participeront du 30 mars au 03 avril 2015.
Convention avec la SARL « Le Petit train Dommois » Pour l'exploitation d'un Petit train routier	<p>Le Maire indique qu'il convient de procéder, pour une période allant du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016, au renouvellement de la convention qui lie la SARL « Le Petit Train Dommois » et la Commune de Domme relative à l'exploitation de petits trains routiers dans la bastide de Domme. Il propose d'augmenter la redevance annuelle due par cette société à la Commune de Domme, en la fixant à 3.460 € par petit train exploité, et propose que cette redevance soit acquittée intégralement à la signature de la convention.</p> <p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention, autorise le Maire à signer une convention avec la SARL « Le Petit Train Dommois » suivant les conditions énoncées ci-dessus.</p>

**Convention avec
L'Office de Tourisme de
Domme pour l'exploitation
d'un petit train routier**

Le Maire indique qu'il convient de procéder pour l'année 2015 au renouvellement de la convention qui lie l'Office de Tourisme de Domme à la Commune de Domme, relative à l'exploitation d'un petit train routier dans la bastide de Domme. Il propose d'augmenter la redevance annuelle due par l'Office de Tourisme à la Commune de Domme, en la fixant à 3.460 € par petit train exploité, et propose que cette redevance soit acquittée intégralement à la signature de la convention. Il propose également d'augmenter le loyer annuel du local servant de garage en le fixant à 665 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention, autorise le Maire à signer une convention avec l'Office de Tourisme de Domme suivant les conditions énoncées ci-dessus.

Loyer de l'Office de Tourisme

Le Maire rappelle que l'Office de Tourisme de Domme occupe entièrement la Halle depuis le 1^{er} mai 2014 et que par délibération du 28 avril 2014, la modification de l'annexe au contrat de concession du 25 juin 1996 a été approuvée par le Conseil Municipal de manière à intégrer ce site à ceux déjà mis à disposition par la commune de Domme. Le Maire rappelle également que l'article 19 du contrat de concession du 25 juin 1996, qui lie la Commune de Domme à l'Office de Tourisme de Domme, prévoit le versement d'un loyer à la commune de Domme pour utilisation du domaine public. Il indique que ce loyer a été révisé en 2014 par avenant au contrat et propose de revaloriser ce loyer. Il propose de fixer ce loyer à 36.407 € pour l'année 2015.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve la proposition du Maire et l'autorise à signer l'avenant au contrat de concession correspondant à cette proposition.

**Loyers de 2 logements
sociaux**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de fixer comme suit, à partir du 15 février 2015, le loyer mensuel du par les locataires des logements sociaux, loyers calculés sur la base de l'indice de référence des loyers du 3^{ème} trimestre de 2014 d'une valeur de 125,24 :

- logement rue Paul Reclus : 300,71 € ;
- logement rue de l'Evêque : 301,31 €.

Convention de fourrière

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte le renouvellement pour l'année 2015 de la convention de fourrière qui lie Sauvegarde et Protection des Animaux 24 et la commune de Domme et autorise le Maire à la signer.

Motion POLT

Le Maire indique qu'il a été destinataire d'une motion à faire adopter par le Conseil Municipal, motion intitulée « Priorité au réseau ferroviaire classique / Priorité à la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse ». Il donne lecture du texte de cette motion. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte cette motion dont le texte est annexé à la présente délibération.

**Convention avec
L'Imprimerie du Progrès**

Le Maire indique que par courrier du 15 janvier 2015, la SARL PUBVISION a fait part de sa décision de résilier le contrat qui la liait à la commune de Domme et la mandait pour vendre des espaces publicitaires dans le journal communal d'informations, « La Vie Dommoise ». L'Imprimerie du Progrès, qui assure la conception et l'impression de « La Vie Dommoise » a proposé de reprendre la mission qu'assurait la SARL PUBVISION, aux mêmes conditions.

**Porte des Tours : adoption
Du plan de financement de
La 2^{ème} tranche des travaux
D'urgence**

Le Maire présente le projet de convention entre l'Imprimerie du Progrès et la Commune de Domme. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve cette convention et autorise le Maire à la signer.

Le Maire rappelle que le Conseil Municipal a approuvé, en 2 tranches de travaux, le projet de mise hors d'eau et hors d'air des graffitis Templiers de la Porte des Tours, ainsi que le plan de financement correspondant à la première tranche de travaux. La DRAC Aquitaine demande à la commune de Domme de procéder à l'adoption du plan de financement de la 2^{ème} tranche de travaux. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le plan de financement de la 2^{ème} tranche de travaux tel que mentionné ci-dessous.

2^{ème} tranche de travaux de mise hors d'eau et hors d'air des graffitis
Templiers de la Porte des Tours : plan de financement :

- Montant de la 2^{ème} tranche de travaux et honoraires subventionnables : 66.449,34 € HT soit, 79.739,21 € TTC.
- Part de l'Etat 40 % soit une subvention de 26.579,47 €
- Montant de la participation de la commune de Domme, y compris la TVA : 53.159,47 € TTC.

La commune de Domme s'engage à prendre en charge le solde de l'opération si les aides sollicitées par elle n'atteignent pas le montant nécessaire à son financement.

Communications

Affaire O'Mullan

Le Maire donne lecture d'un courrier en date du 29 décembre 2014 adressé à la commune de Domme par Me de Boussac-Di Pace, avocat de la commune, qui indique que dans le cadre du réexamen du recours de M. O'Mullan devant la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, la commune a été condamnée au versement d'une indemnisation complémentaire de 8.000 €. Cette indemnisation sera réglée à M. par l'assurance de la commune à M. O'Mullan qui a la possibilité de se pourvoir en cassation devant le Conseil d'Etat.

Journée Nationale des Moulins

Elle se déroulera le 17 mai prochain et l'association MOLERIAE (pierres meulières) souhaite y apporter sa contribution. Mrs Ozanne et Cousin ayant obtenu l'autorisation de la famille Mazet, feront visiter les derniers vestiges des carrières de pierres meulières du plateau de Bord. M. Ozanne justifie ce choix en indiquant que le moulin se trouvant à la pointe ouest de la bastide présente peu d'intérêts sur le plan historique.

Propriété Commengé

Cette propriété, située à Campréal, a fait l'objet d'une évaluation foncière par le service des domaines en vue d'une éventuelle acquisition par la Mairie qui souhaiterait restituer la superbe vue sur la vallée de la Dordogne en procédant à son nettoyage. Cette parcelle, cadastrée sous le numéro D-262, située dans le PLU dans la zone de protection du Château du Roy, d'une surface de 1.680 m², a été évaluée à 2 €/m².

M. Pasquet propose de contacter Mme Commengé pour lui demander si elle accepterait de vendre sa parcelle à la commune de Domme sur la base de l'évaluation établie par le service des Domaines.

Recensement 2014

Pour faire suite aux opérations de recensement effectuées en 2014, la population de Domme a été évaluée à 1.022 habitants.

Transfert de gestion du domaine public fluvial

Le Maire indique la gestion et l'entretien de plusieurs cours d'eau (dont la Dordogne de sa limite avec le Lot) ont été té transférés à titre expérimental, pour une durée de 3 ans, à EPIDOR, conformément au processus de décentralisation de la loi du 30 juillet 2003 qui permet le transfert de la propriété du domaine public fluvial au profit de collectivités ou de leurs groupements. L'Etat conserve toutefois l'ensemble des missions de police qui lui incombait jusqu'alors.

Rencontre avec M. Germinal Peiro

Le Conseil Municipal est invité à une rencontre avec M. Germinal Peiro, le 9 février 2015 à 9h00 à la mairie.

Reportage sur Domme

Une équipe de TF1 va se rendre à Domme en fin de semaine pour tourner un reportage sur Domme qui sera diffusé dans l'émission « Grands Reportages ».

Affaire « terrain Lambert sous le cimetière »

La commune a été récemment informée que la procédure d'expropriation a été lancée par M. le Préfet de la Dordogne.

Distributeur Automatique de Billets

Le Maire fait le point sur les négociations en cours en vue du maintien et du remplacement du DAB.

Exposition « Lucien de Maleville »

Le Conseil Municipal donne son accord pour le prêt d'un tableau de Lucien de Maleville, représentant le Château de Montfort, à la Mairie de Sarlat, dans le cadre de l'exposition que celle-ci organise de juin à août 2015, intitulée « Ronde des Paysage, Le Pays s'expose ».

Commission Urbanisme

L'ASBDR informe la commune que, suite à sa dernière assemblée générale, Mrs Patrice Buchot et Henri Pradalié ont été désignés pour représenter l'association au sein de la Commission d'Urbanisme.

Fait à Domme, le 28 janvier 2015